

## **SEANCE DU CONSEIL COMMUNAL DU 28 JUILLET 2009**

**Présents** : MM. GALANT J., Bourgmestre, Présidente;  
CAULIER G., HORNY D., EGELS J.P., DESMET-CULQUIN B.; Echevins;  
DURIEUX J., Président du C.P.A.S.

PIGEON M., QUINTIN Y., DUBOIS G, POTTIEZ P., MAUROY-MOULIN- STALPAERT P., LEURIDANT G., MULLER L., VANDERKEL A., DELHAYE- DEBAUQUE I.  
MORCRETTE C., DECAMPS P.; Conseillers;

DELHAYE Michel, Secrétaire Communal.

La Présidente excuse les membres suivants : HALLOT J-P., BREUSE E.,  
ROBETTE-DELPUTTE F. et SENECAUT M.

-----

### **1. APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 07 JUILLET 2009 – PARTIE PUBLIQUE - APPROBATION**

#### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Approuve, par 16 voix pour et 1 abstention, le procès-verbal de la séance du 07 juillet 2009 – partie publique.

-----

### **2. CREATION D'UN SERVICE DE GARDIENS DE LA PAIX – PROJET DE REGLE- MENT INTERIEUR - APPROBATION**

Conformément à la Loi du 15 mai 2007 relative à la création de la fonction de gardien de la paix, à la création du service des gardiens de la paix et à la modification de l'article 119 bis de la nouvelle loi communale;

En séance du 28.07.2009, le Conseil communal de la Commune de Jurbise a arrêté le présent Règlement d'Ordre Intérieur.

L'objet du présent Règlement d'Ordre Intérieur est de :

- fixer les règles de déontologie auxquelles les gardiens de la paix et les gardiens de la paix-constatateurs doivent satisfaire, et
- déterminer les modalités des conditions d'exercice de leurs activités.

Le présent Règlement d'Ordre Intérieur est transmis aux gardiens de la paix et aux gardiens de la paix-constatateurs préalablement à leur entrée en service.

En cas de non respect des obligations déterminées dans le présent Règlement, le Bourgmestre de Jurbise pourra, à titre temporaire ou définitif, retirer la carte d'identification d'un gardien de la paix, d'un gardien de la paix-constatateur ou du fonctionnaire communal chargé de diriger le service des gardiens de la paix. Dans le même ordre d'idée, le Bourgmestre est seul

compétent pour recevoir les plaintes éventuelles de citoyens à l'égard du service des gardiens de la paix ou à l'égard de l'un de ses membres ou représentants.

**Par gardien de la paix**, on entend, au sens du présent Règlement, le gardien de la paix et le gardien de la paix–constatateur.

Ce Règlement s'adresse également au fonctionnaire communal chargé de diriger le service des gardiens de la paix.

## TITRE I : REGLES DE DEONTOLOGIE ET D'ETHIQUE

- ART.1 - Les gardiens de la paix et le fonctionnaire communal chargé de diriger le service des gardiens de la paix exercent leurs missions avec probité et loyauté.  
Ils se tiennent au service de la population et agissent avec courtoisie et dans le respect de leur prochain. Ils s'abstiennent dès lors, en public, de toute attitude pouvant être jugée inappropriée (ex : chiquer, fumer, cracher, impolitesse, nonchalance dans son comportement et dans sa tenue, ...).  
Ils doivent être capables de faire face à un comportement agressif de la part de tiers et de se maîtriser dans de telles situations.
- ART.2 – Leur tenue vestimentaire doit être correcte en toutes circonstances en ce sens que leur uniforme est propre, non débraillé et non chiffonné. Leur allure doit être nette.
- ART. 3 - Il leur est interdit de consommer des boissons alcoolisées avant ou pendant leur service.
- ART.4 – Les gardiens de la paix et le fonctionnaire communal chargé de diriger le service des gardiens de la paix refusent tout cadeau, faveur ou avantage qui pourrait influencer sur l'impartialité avec laquelle ils exercent leur fonction.
- ART.5 – Ils préviennent les conflits d'intérêts et exercent leurs missions dans le but exclusif de servir l'intérêt général. Ils signalent tout intérêt personnel dans les dossiers faisant l'objet d'un examen par le service et, le cas échéant, s'abstiennent de participer à la mission (on entend par "intérêt personnel" tout intérêt qui affecte exclusivement le patrimoine du gardien de la paix ou du fonctionnaire communal concerné ou de ses parents et alliés jusqu'au deuxième degré).
- ART.6 – Les gardiens de la paix et le fonctionnaire communal chargé de diriger le service des gardiens de la paix s'abstiennent de profiter de leur position afin d'obtenir des informations et des décisions à des fins étrangères à leur fonction, et ne divulguent pas les informations confidentielles relatives à la vie privée d'autres personnes.
- ART.7 – Ils refusent tout favoritisme (en tant que tendance à accorder des faveurs injustes ou illégales) ou népotisme.

- ART.8 – Ils recherchent l'information nécessaire au bon exercice de leurs missions et s'engagent à participer activement aux échanges d'expériences ainsi qu'aux formations qui leur sont proposées ou imposées dans le cadre de leur fonction.
- ART.9 – Ils s'engagent à respecter les principes fondamentaux tenant à la dignité humaine.
- ART.10 – Les gardiens de la paix et le fonctionnaire communal chargé de diriger le service des gardiens de la paix sont à l'écoute des citoyens et respectent, dans leurs relations avec ceux-ci, les rôles et missions de chacun ainsi que les procédures décrites ci-après.

## TITRE II : CONDITIONS D'EXERCICE ET PROCEDURES

- ART.11 - Les gardiens de la paix déclinent leur identité et précisent lors de chaque intervention qu'ils agissent au nom du service communal qu'ils représentent. Les gardiens de la paix et le fonctionnaire communal chargé de diriger ce service disposent d'une carte d'identification délivrée par le Bourgmestre qu'ils doivent pouvoir présenter lorsqu'ils exercent leurs missions.
- ART.12 – Ils exercent leurs missions de manière non armée et ne sont pas munis de menottes. Ils ne peuvent pas poser d'autres actes que ceux qui découlent de l'exercice des droits dont jouit tout citoyen et des compétences explicitement prévues par la loi du 15 mai 2007 relative à la création de la fonction de gardien de la paix, à la création du service des gardiens de la paix et à la modification de l'article 119 bis de la nouvelle loi communale. Ils ne peuvent avoir recours à aucune forme de contrainte ou de force<sup>1</sup>.
- ART.13 – Les gardiens de la paix et le fonctionnaire communal chargé de diriger ce service portent sans délai à la connaissance de la police locale de la Zone de Police Sylle et Dendre tous les faits qui constituent un crime ou un délit.
- ART.14 – Les gardiens de la paix transmettent les renseignements dont ils ont connaissance dans le cadre de leurs activités à leur chef de service qui apprécie et précise les éléments qui peuvent être transmis lorsqu'un fonctionnaire d'un service compétent lui en fait la demande.
- ART.15 – Les gardiens de la paix et le fonctionnaire communal chargé de diriger le service des gardiens de la paix sont soumis à un devoir de discrétion pour l'ensemble de leurs missions.
- ART.16 – Le fonctionnaire communal chargé du service des gardiens de la paix ou le gardien de la paix contactera immédiatement la police locale dès qu'il constatera ou aura connaissance :
- d'une agression physique ou verbale sur une personne;

---

<sup>1</sup> A l'exception de la contrainte qui s'impose dans l'exercice du droit visé à l'article 1er, 3°, de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive, qui indique que tout particulier qui retient une personne prise en flagrant crime ou en flagrant délit dénonce immédiatement les faits à un agent de la force publique.

- de la commission d'infraction en flagrant délit;
- d'individus seuls ou en groupe rôdant de manière anormale ou inhabituelle;
- de personnes importunées par d'autres;
- d'une entrave sérieuse à la circulation.

Il transmettra également à la police l'immatriculation de tout véhicule en stationnement illicite gênant.

ART. 17 – Le gardien de la paix transmettra au fonctionnaire communal chargé du service des gardiens de la paix toute constatation relative à des faits ou activités relevant de ses missions. Cette constatation pourra, dans un premier temps, faire l'objet d'une information orale, téléphonique ou par mail au fonctionnaire communal chargé du service des gardiens de la paix, mais fera systématiquement l'objet d'un rapport écrit, à l'aide du formulaire mis à disposition des gardiens de la paix. Le fonctionnaire communal chargé du service des gardiens de la paix transmettra, s'il le juge nécessaire, une copie de la constatation écrite aux autres services compétents (Zone de Police ou services communaux).

ART. 18 – Le fonctionnaire communal chargé du service des gardiens de la paix ou le gardien de la paix fera immédiatement appel au Service 100 pour toute situation nécessitant des secours aux personnes et/ou aux biens.

#### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Approuve, à l'unanimité, le projet de règlement d'Ordre Intérieur relatif à la création d'un Service de Gardiens de la Paix.

-----

### **3. PLAN DE PREVENTION COMMUNAL 2009 – PRINCIPE DE DESSAISISSEMENT EN FAVEUR DE L'I.D.E.A. DES ACTIONS DE PREVENTION ET DE SENSIBILISATION EN MATIERE DE REDUCTION DES DECHETS A L'ECHELON COMMUNAL – PLAN DE PREVENTION COMMUNAL POUR JURBISE – APPROBATION**

#### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** l'Arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2008 relatif à l'octroi de subventions aux pouvoirs subordonnés en matière de prévention et de gestion des déchets;

**Vu** que ce dernier prévoit que la subvention des campagnes précitées s'élève à maximum 1 € par habitant et par an, sans dépasser 75 % des coûts de la ou les campagne(s) de prévention supportée(s) par la commune ou l'association de communes (Intercommunale). La moitié de cette subvention a trait à des opérations décidées et mise en œuvre à l'échelon intercommunal ; l'autre moitié porte sur les coûts des campagnes menées à l'échelon communal;

**Vu** la décision de l'Assemblée Générale de l'IDEA du 17 décembre 2008 relative aux modifications statutaires concernant l'élargissement du dessaisissement, pour les communes affiliées au Secteur Propreté Publique, aux campagnes de sensibilisation et de prévention;

**Vu** l'article 12 §1 de l'Arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2008 stipulant qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2009, ces campagnes doivent être menées dans le cadre des axes directeurs de prévention des déchets et de communication définis par le Ministre et doivent être organisées de manière concertée sur l'ensemble du territoire wallon;

**Vu** que les 6 axes directeurs définis par le Ministre wallon de l'Environnement sont les suivants :

- ☐ Déchets verts
- ☐ Déchets organiques (gaspillage alimentaire)
- ☐ Déchets encombrants
- ☐ Déchets d'emballages et objets jetables
- ☐ Déchets papiers et cartons
- ☐ Déchets spéciaux des ménages

**Vu** que la commune de Jurbise en date du 5 février 2009 a informé l'IDEA par courrier de ses priorités en matière d'axes directeurs et de publics cibles;

**Considérant** l'affiliation de la Commune de Jurbise à l'Intercommunale IDEA;

**Considérant** que l'IDEA, une fois les actions à l'échelon communal établies conjointement, se chargera de **notifier** ces dernières **deux mois avant leur mise en oeuvre** auprès de l'Office Wallon des Déchets et assurera ensuite la mise en place concrète des actions sur le terrain ainsi que leur suivi;

Conformément à l'article 20 §2 de l'Arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2008 et dans le cadre du dessaisissement de votre commune auprès de l'Intercommunale adopté lors de l'Assemblée Générale du 17 décembre 2008, l'IDEA, en tant qu'opérateur, introduira elle-même les demandes de liquidation des subsides relatifs aux actions dont question.

**Le Conseil communal décide à l'unanimité :**

**Article 1er** : d'approuver le principe de dessaisissement à l'Intercommunale IDEA Propreté Publique des actions de prévention et de sensibilisation en matière de réduction des déchets à l'échelon communal en lien avec les activités en matière de déchets pour lesquelles la commune s'est dessaisie.

**Article 2** : d'approuver le plan de prévention 2009.

-----

#### **4. CHARTE EUROPEENNE POUR L'EGALITE DES FEMMES ET DES HOMMES DANS LA VIE LOCALE – ADHESION DE LA COMMUNE DE JURBISE – APPROBATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** le courrier du 09 juin 2009 de l'Union des Villes et Communes de Wallonie, par lequel les communes sont invitées à adhérer à la Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale, publiée par le Conseil des Communes et Régions d'Europe (CCRE);

**Vu** le but déclaré de cette Charte, qui est d'inciter les élus locaux et régionaux à s'engager publiquement à appliquer dans leurs municipalités les mesures reprises par la Charte, à savoir :

1. L'égalité des femmes et des hommes constitue un droit fondamental. Ce droit doit être mis en œuvre par les exécutifs locaux et régionaux dans tous les domaines où s'exercent leurs responsabilités, ce qui inclut leur obligation d'éliminer toutes les formes de discrimination, qu'elles soient directes ou indirectes.
2. Afin d'assurer l'égalité des femmes et des hommes, les discriminations multiples et les obstacles doivent être pris en compte. Les discriminations multiples et les préjugés, outre ceux concernant le sexe, fondés sur la race, la couleur, les origines ethniques et sociales, les caractéristiques génétiques, la langue, la religion ou les convictions, les opinions politiques ou toutes autres opinions, l'appartenance à une minorité nationale, la fortune, la naissance, un handicap, l'âge, l'orientation sexuelle ou le statut économico-social doivent être pris en compte pour traiter de l'égalité des femmes et des hommes.
3. La participation équilibrée des femmes et des hommes à la prise de décision est un préalable de la société démocratique. Le droit à l'égalité des femmes et des hommes requiert que les autorités locales et régionales prennent toutes les mesures et adoptent toutes les stratégies appropriées pour promouvoir une représentation et une participation équilibrées des femmes et des hommes dans toutes les sphères de la prise de décision.
4. L'élimination des stéréotypes sexués est indispensable pour l'instauration de l'égalité des femmes et des hommes. Les autorités locales et régionales doivent promouvoir l'élimination des stéréotypes et des obstacles sur lesquels se fondent les inégalités du statut et de la condition des femmes, et qui conduisent à l'évaluation inégale des rôles des femmes et des hommes en matière politique, économique, sociale et culturelle.
5. Intégrer la dimension du genre dans toutes les activités des collectivités locales et régionales est nécessaire pour faire avancer l'égalité des femmes et des hommes. La dimension du genre doit être prise en compte dans l'élaboration des politiques, des méthodes et des instruments qui affectent la vie quotidienne de la population locale - par exemple au moyen des techniques de l'intégration du genre dans toutes les politiques et de la prise en considération du genre dans l'élaboration et l'analyse des budgets. A cette fin, l'expérience de la vie locale des femmes, y compris leurs conditions d'existence et de travail, doivent être analysées et prises en compte.
6. Des plans d'action et des programmes adéquatement financés sont des outils nécessaires pour faire avancer l'égalité des femmes et des hommes. Les exécutifs locaux et régionaux doivent élaborer des plans d'action et des programmes, avec les moyens et les ressources, tant financiers qu'humains, nécessaires à leur mise en œuvre.

Attendu que le Collège communal, en sa séance du 22 juin 2009, a décidé de proposer au Conseil communal d'adhérer officiellement à cette Charte et de donner communication à l'Union des Villes et Communes de Wallonie de cette décision ;

**DECIDE à l'unanimité :**

**ARTICLE 1ER.** D'adhérer à la Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale, publiée par le Conseil des Communes et Régions d'Europe (CCRE).

**ARTICLE 2.** D'en informer l'Union des Villes et Communes de Wallonie.

-----

**5. MARCHE PUBLIC – CONSTRUCTION D'UNE CRECHE A ERBISOEUL –MODE DE PASSATION, CONDITIONS ET CAHIER SPECIAL DES CHARGES – APPROBATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

**Vu** la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

**Vu** la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

**Vu** la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures;

**Vu** l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures;

**Vu** l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 3;

**Vu** le cahier général des charges, annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

**Vu** la notification du 20 mai 2008 de la Région Wallonne, Division des Bâtiments et des Infrastructures sportives, Direction des Bâtiments faisant part de la sélection du projet de la Commune de Jurbise portant sur la construction d'une crèche communale à Erbisoeul;

**Vu** le montant plafond de l'intervention financière de la Région Wallonne fixé à 1.150.000 €;

**Considérant** que l’auteur de projet a établi un cahier des charges N° 2009-35-SG-FB pour le marché ayant pour objet “Construction de la nouvelle crèche d'Erbisoeul”;

**Considérant** que ce marché est divisé en lots :

- Lot 1 : Gros œuvre et second œuvre partiel, estimé à 1.600.000 € HTVA ou 1.936.000 € TVA comprise;
- Lot 2 : Menuiseries intérieures, estimé à 210.000 € HTVA ou 254.100 € TVA comprise;
- Lot 3 : Techniques spéciales, estimé à 330.000 € HTVA ou 399.300 € TVA comprise;

**Considérant** que, pour le marché ayant pour objet “Construction de la nouvelle crèche d'Erbisoeul”, le montant estimé s’élève à 2.140.000 € HTVA ou 2.589.400 € TVA comprise;

**Considérant** qu’il est donc proposé d’attribuer le marché par adjudication publique;

**Considérant** que des crédits sont inscrits au budget extraordinaire de l’exercice 2009, article 835/72260:20090037.2009 (n° de projet 2009-0037);

**Considérant** que le crédit budgétaire sera prévu en voie de modification budgétaire n°2 de l’exercice 2009;

**DECIDE à l’unanimité :**

**Article 1er.** - D’approuver le cahier des charges N°. 2009-35-SG-FB et le montant estimé du marché ayant pour objet “Construction de la nouvelle crèche d'Erbisoeul”, établis par l’auteur de projet. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant est estimé à 2.140.000 € HTVA ou 2.589.400 € TVA comprise.

Le marché est divisé en trois lots :

- Lot 1 : Gros œuvre et second œuvre partiel, estimé à 1.600.000 € HTVA ou 1.936.000 € TVA comprise;
- Lot 2 : Menuiseries intérieures, estimé à 210.000 € HTVA ou 254.100 € TVA comprise;
- Lot 3: Techniques spéciales, estimé à 330.000 € HTVA ou 399.300 € TVA comprise.

**Article 2.** - Le marché précité est attribué par adjudication publique.

**Article 3.** - Le marché dont question à l’article 1 sera financé au budget extraordinaire de l’exercice 2009, article 835/72260:20090037.2009 (n° de projet 2009-0037).

**Article 4.** - Le crédit budgétaire suffisant sera prévu en voie de modification budgétaire n°2 de l’exercice 2009.

**Article 5.** - Le maximum de subsides sera demandé aux instances subsidiantes.

**Article 6.** - Il est autorisé de préfinancer la dépense sur moyens propres.

**Article 7.** - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

-----

**6. URBANISME – LOTISSEMENT DE 10 LOTS DONT 7 LOTS COMME TERRAIN A BATIR, 3 LOTS A EXCLURE CAR SITUES EN ZONE D'ESPACE VERT ET ZONE AGRICOLE AU PLAN DE SECTEUR – RUE DE GHLIN ET RUE ROUGE A TRIAUX A JURBISE (SECTION ERBISOEUL) - APPROBATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** la demande introduite le 28 janvier 2009 par le Géomètre Debuysschere mandaté par Messieurs Vreux et relative à un projet de lotissement sur les terrains sis rue de Ghlin et rue Rouge à Triaux à 7050 Jurbise (Erbisoeul), cadastré Section B n°134/02a, 146 d, 134 z 2, 134 n, 134/02 c et 146 k;

**Vu** le projet porte sur la création de 10 lots dont 7 lots comme terrain à bâtir et 3 lots à exclure car situés en zone d'espace vert et en zone agricole au plan de secteur;

**Vu** l'avis favorable de la Direction du Développement rural libellé comme suit :

« -considérant que le projet constructible est situé majoritairement en zone d'habitat;  
- considérant qu'un chemin est laissé pour l'accès aux parcelles situées en zone agricole;  
- considérant que le projet n'est pas susceptible de mettre en péril la zone agricole à cet endroit : Avis favorable. »

**Vu** que l'avis de la Division Nature et Forêts a été sollicité et que celui-ci ne nous est pas parvenu dans les délais impartis, qu'il est donc réputé favorable;

**Vu** l'avis favorable de la S.W.D.E. qui préconise, dans un souci général de protection des nappes aquifères, de prendre les précautions nécessaires, notamment en ce qui concerne le stockage des hydrocarbures, le parcage des engins de chantier et le rejet des eaux usées, afin d'éviter toute contamination lors de l'exécution des travaux;

**Vu** l'avis favorable conditionnel du H.I.T du 9/03/2009 libellé comme suit :

« La propriété se situe à front du chemin vicinal n°5 et du sentier vicinal n°29.

Je propose que l'alignement soit fixé comme suit :

- Le long de la rue de Ghlin : suivant une ligne parallèle et distante de 2,00m du bord extérieur du futur filet d'eau;
- Le long de la rue Rouge à Triaux : suivant une droite partant de la borne existante à l'extrémité Ouest de la parcelle pour rejoindre un point distant de 3,50 m du point de tangence côté ouest de la courbe du bord extérieur du revêtement de chaussée;
- Le long du sentier vicinal n°29 : suivant le tracé de la clôture existante (lots 7a et 7b).

L'assiette de la voirie sera cédée gratuitement à la Commune de Jurbise.

Le bien se trouve en zone d'assainissement collectif non opérationnel (absence de station d'épuration). Le rejet des eaux usées se fera (dans les regards en attente pour la rue de Ghlin) en respectant les conditions fixées par le code de l'eau et le règlement communal.

Indépendamment des réseaux d'eau, d'énergie et de communication, les charges que je vous suggère d'imposer au lotisseur pour équiper la rue de Ghlin sont les suivantes :

- Etablissement d'un filet d'eau type IIA2 sur la longueur du lotissement, posé sur fondation en béton maigre de 0,20m d'épaisseur minimum, placé à l'emplacement des bordures enterrées de la chaussée;
- Resserage le long du filet d'eau, en béton maigre sur 0,36m d'épaisseur, revêtement hydrocarboné type BB-4C sur 0,05 m d'épaisseur;
- Etablissement de deux avaloirs comme indiqué au plan (face aux chambres de visite);
- Raccordement d'avaloir en tuyaux Ø 200 mm en béton ou grès – remblai de tranchée en sable-ciment – reconstruction de chaussée comme indiqué ci-avant;
- Accotement stabilisé de plain-pied avec la chaussée (empierrément sur 0,25 m d'épaisseur sur une largeur de 2,00m) – couche de finition laissée à l'appréciation des riverains;
- Travaux à réaliser en respectant le cahier des charges type RW 99-2004. »

**Vu** l'enquête publique réalisée du 19/02/2009 au 5/03/2009 dont procès-verbal constatant une lettre de réclamation fondée émanant des propriétaires de la parcelle de terrains sise à l'angle de la rue de Ghlin et de la rue Rouge à Triaux;

**Vu** l'avis favorable conditionnel du 29 juin 2009 de la Commission Consultative de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité qui préconise :

- de regrouper les lots 6 et 5a pour n'en faire qu'un seul et de recentrer la zone de bâtisse sur la nouvelle parcelle ainsi créée en laissant une zone de dégagement latéral de 4 mètres par rapport à la parcelle des réclamants;
- d'autoriser l'exhaussement des terrains situés de part et d'autre du chemin de la S.W.D.E.

**Vu** qu'il serait aussi opportun de déplacer vers la gauche la zone de bâtisse du lot 7a car tel que repris au plan du géomètre, il existe une rupture dans le bâti de la rue Rouge à Triaux;

**Considérant** de plus que le futur propriétaire du lot 7a aurait comme vue au sud le parking de l'école communale d'Erbiseoul et qu'il ne saura pas (ou très difficilement) rentrer sa voiture dans son garage;

**Vu** la disposition de la zone de bâtisse sur la parcelle du lot 7a et sa zone d'accès;

**Vu** la décision du Collège communal réuni le 7/07/2009;

**Vu** le Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

**Décide à l'unanimité :**

**Article 1er :** D'émettre un avis favorable sur le projet de lotissement dont objet :

1. en respectant l'avis favorable conditionnel du H.I.T.,
2. en respectant les recommandations de la S.W.D.E.;
3. en respectant les conditions émises par la C.C.A.T.M.;
4. en décalant vers la gauche le lot 7a et sa zone de bâtisse (voir plan corrigé en rouge).

**Article 2** : De transmettre exemplaire de la présente décision au fonctionnaire délégué de la Direction Générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine de la Région Wallonne, au propriétaire du terrain à lotir et à son mandataire, auteur de projet.

-----

## **7. QUESTIONS ORALES**

Mademoiselle MORCRETTE questionne la Présidente sur le parking réservé aux camions à l'Impasse du Viaduc.

La Présidente répond que la disposition de celui-ci a fait l'objet d'un avis du Service Public de Wallonie et du Service de Police.

-----

**HUIS CLOS...**

-----

L'ordre du jour étant épuisé, la Présidente lève la séance.

-----

**PAR LE CONSEIL,**

Le Secrétaire,

La Présidente,